



★ MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC

Production et exploitation des audioguides au musée du quai Branly - Jacques Chirac

Contrat de concession N°CS-2026-0001

Règlement de la consultation (RC)

Date limite de remise des candidatures et des offres :

LE VENDREDI 10 JUILLET 2026 A 12H00

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 – PRESENTATION ET COMPOSITION DES OFFRES	5
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	7
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 6 – PROCEDURES DE RECOURS	12
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION

Le présent contrat de concession a pour objet la conception d'une solution de guidage multimédia, le développement des contenus, la maintenance du matériel et la distribution des appareils pour les collections permanentes et les expositions temporaires du musée du quai Branly – Jacques Chirac. La concession est accordée à titre exclusif pendant toute la durée du contrat au concessionnaire.

Le concessionnaire exploite le service public qui lui est concédé à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il est seul responsable de la continuité du service public et assume toutes les conséquences financières des engagements qu'il aura souscrits.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de la consultation

La présente concession est conclue en application de l'article R. 3126-1 du Code de la commande publique (procédure simplifiée).

Nomenclature européenne (CPV) :

63514000	Services de guides touristiques
32351000	Accessoires pour matériel audio et vidéo
32322000	Équipement multimédia

2.2. Représentant de la personne publique

Monsieur Emmanuel KASARHÉROU, Président par intérim de l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, nommé par décision du 28 mai 2026.

2.3. Durée du contrat de concession

La présente concession est conclue pour une durée de quatre (4) ans. Elle prendra effet à compter de sa date de notification.

2.4. Estimation du montant du contrat de concession et méthode de calcul

Le montant de la concession est estimé à 770 000 euros HT.

La valeur de la concession est calculée sur la base du montant prévisionnel de chiffre d'affaires HT mentionné dans l'annexe 7, sur quatre (4) ans.

2.5. Questions des candidats sur le contrat de concession

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, par écrit, une demande **au plus tard huit (8)**

jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures et des offres sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Seule la date de réception par le musée du quai Branly – Jacques Chirac fait foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date. Aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation et s'étant identifiées, **6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des candidatures et des offres**.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de la nouvelle date limite de remise des offres.

2.6. Modifications de détail au contrat de concession

L'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail sur le contrat de concession.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois. Il court à compter de la date limite de remise des offres mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.

2.8. Connaissance obligatoire du site du musée

Afin qu'ils puissent prendre la mesure de toutes les contraintes et sujétions induites par l'exécution du contrat, les candidats devront obligatoirement visiter le site du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Les candidats devront s'inscrire auprès de Madame Charlotte FESNEAU (charlotte.fesneau@quaibranly.fr) et Madame Manuela MEUNIER-NOEL (manuela.meunier-noel@quaibranly.fr), pour l'organisation de la visite.

Les visites seront possibles **entre le 15/06/2026 et le 03/07/2026**. Pour accéder au site, les candidats devront se munir d'une pièce d'identité.

Il sera délivré aux candidats, un certificat de visite qu'ils devront joindre à leur offre. Le candidat reconnaît avoir apprécié, du fait de cette visite, toutes les difficultés inhérentes au site existant.

2.9. Variantes et PSE

2.9.1 Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des variantes relatives aux prestations.

2.9.2 PSE

Il n'y a pas de PSE au sens du droit interne applicable aux contrats de concessions.

2.11. Nature de l'attributaire

La forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans le contrat et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

2.12. Négociations

Après avoir procédé à l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec le ou les candidats les mieux classés selon les dispositions de l'article L3124-1 et R3124-1 du Code de la commande publique.

Les négociations écrites et/ou orales seront engagées par courriel à l'adresse indiquée dans les documents contenus dans le pli électronique du candidat.

ARTICLE 3 – PRESENTATION ET COMPOSITION DES OFFRES

3.1. Habilitation du signataire

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. A cet effet, il doit être présenté dans l'offre du candidat les justificatifs adéquats certifiant qu'il est autorisé à signer l'ensemble des documents de l'offre.

3.2. Monnaie

La personne publique choisit comme unité de compte l'euro. Tous les montants figurant dans l'offre doivent être libellés dans cette monnaie. Le candidat doit présenter une offre libellée en euros. Si son offre est retenue, la mise au point finale du contrat s'effectuera en euros.

3.3. Langue

Les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigées en langue française sous peine de rejet.

3.4. Composition du dossier de consultation remis aux candidats

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation ;

- Le contrat de concession et les annexes suivantes :
 - ✓ Annexe 1: Présentation et architecture de navigation ;
 - ✓ Annexe 2: Présentation géolocalisation ;
 - ✓ Annexe 3 : Présentation des contenus ;
 - ✓ Annexe 4 : Descriptif du musée ;
 - ✓ Annexe 5 : Charte graphique musée ;
 - ✓ Annexe 6 : Calendrier phase de transition ;
 - ✓ Annexe 7 : Modalités de calcul de la redevance compte de résultat prévisionnel ;
 - ✓ Annexe 8 : Données statistiques sur l'utilisation du service ;
 - ✓ Annexe 9 : Tableaux de reporting mensuel ;
 - ✓ Annexe 10 : Cessions de droits visuels-musiques audioguide ;
 - ✓ Annexe 11 : Mesures environnementales.
- Le certificat de visite du site (à faire signer lors de la visite sur site).

3.5. Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit permettre de garantir les capacités professionnelles et financières du candidat. Ainsi, il est attendu :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique ;
- Une déclaration comprenant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité de l'accord-cadre, portant sur les trois (3) dernières années ;
- Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet de l'accord-cadre ainsi que les qualifications professionnelles éventuelles ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens du candidat pendant les trois (3) dernières années ;
- Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre.

Il peut, s'il le souhaite, avoir recours aux formulaires DC1, DC2 ou au DUME accessibles via le lien suivant : [Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr/le-candidat)

L'ensemble de ces informations et documents doit être également fourni pour chaque co-traitant et/ou sous-traitant, le cas échéant.

Conformément aux dispositions R. 2142-14 du Code de la commande publique, l'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat. Elles sont simplement souhaitées afin de mieux appréhender les capacités du candidat.

3.6 Composition du dossier de l'offre du soumissionnaire

L'offre en réponse à la présente consultation devra impérativement contenir les éléments suivants :

Le contrat de concession complété et les annexes suivantes :

- Annexe 6. Calendrier phase de transition, à remplir par le candidat ;
 - Annexe 7. Modalités de calcul de la redevance, à remplir par le candidat ;
 - Annexe 8. Données statistiques sur l'utilisation du service ;
 - Annexe 11 : Mesures environnementales avec la dernière case cochée ;
 - Demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance, le cas échéant.
- Le certificat de visite de site daté et signé des deux parties ;
 - Le mémoire technique devant comporter obligatoirement les annexes suivantes :
 - Solution de géolocalisation. La solution de géolocalisation proposée doit être fiable et précise, et tenir compte de la spécificité des espaces et des infrastructures du plateau des Collections ;
 - Séquence jeux et bonus. Le candidat devra présenter des modules de jeux et bonus déjà développés disponible dans des applications et applications audioguides ;
 - Compte prévisionnel d'exploitation ;
 - Exemples de scripts de séquences rédigés. Exemples de fichiers audios permettant d'analyser la qualité d'enrichissement des parcours ;
 - Fiches techniques des appareils et des casques ;
 - Un retroplanning d'implémentation de la solution de géolocalisation conformément au contrat, pendant la phase de transition sera à fournir en annexe dans le mémoire technique.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les documents à fournir sont ceux demandés aux articles 3.5 et 3.6 du présent document. L'ensemble des documents demandés est ci-après désigné sous le terme générique d'« offre ». Les offres devront parvenir à destination avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du règlement de consultation.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 – Analyse des candidatures

Les candidatures seront examinées conformément à l'article L.3123-18 du code de la commande publique

Adéquation des capacités financières à l'objet de la concession : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les trois dernières années) ;

Adéquation des capacités techniques à l'objet de la concession : effectifs de l'entreprise (sur les trois dernières années) ;

Adéquation des capacités professionnelles à l'objet de la concession : références détaillées et prestations similaires, qualifications professionnelles.

5.2 – Analyse des offres

Pour déterminer la meilleure offre, le pouvoir adjudicateur se fondera sur les critères d'attribution pondérés de la façon suivante :

Critère 1 : Proposition financière (40 points)

Noté sur la base des redevances annuelles (fixe et variable), correspondant aux niveaux de chiffre d'affaires HT de l'activité :

- Montant de CA annuel HT de 125 000€
- Montant de CA annuel HT de 170 000€
- Montant de CA annuel HT de 200 000€

Note = (Montant le plus élevé x 40) / (Montant du candidat analysé)

Critère 2 : Valeur technique (50 points)

Sous-critère 1 : Qualité des contenus proposés, décrits dans une note détaillant les éléments suivants (noté sur 15 points/100) :

- Qualité et diversité des contenus produits : capacité à produire des contenus de nature variée et adaptée aux différents types d'offres culturelles proposées et aux différents types de publics ciblés ;
- Constitution d'une équipe dédiée à la production et rédaction : dimensionnement, organisation et qualité des profils mobilisés. Qualité des compétences techniques riches et diversifiées (qualité des rédacteurs mobilisés, possibilité de recourir à des spécialistes, etc.) ;
- Process de production du contenu : capacité à mobiliser des ressources (studio, accès à des bases de données etc), retroplanning type, etc.

Sous-critère 2 : Qualité du design sonore, analysée sur la base des éléments suivants (note sur 10 points/100) :

- Qualité et cohérence du design sonore : capacité à produire des parcours offrant une expérience sonore immersive variée et adaptée aux différents types d'offres culturelles proposées et aux différents types de publics ciblés. La qualité et la cohérence du design sonore sera apprécié sur la base deux éléments :
 - Un échantillon de quelques extraits de différents parcours produits sera à présenter témoignant d'une qualité d'éléments sonores (musiques, bruitages), effets sonores (filtre de voix, spatialisation du son) enrichissant le rendu du parcours.
 - Un travail de rhabillage sonore de 2 pistes fournies en annexe du présent RC.
- Constitution d'une équipe dédiée à la production et post-production : dimensionnement, organisation et qualité des profils mobilisés. Compétences techniques riches et diversifiées (Sound designer, ingénieur sons, possibilité de recourir à des spécialistes, etc.).
- Process de production du design sonore : capacité à mobiliser des ressources (studio, accès à des bases de données etc), retroplanning type, etc.

L'absence de l'échantillon et/ou du travail de rhabillage entraînera le rejet de l'offre.

Sous-critère n°3 : Développement et géolocalisation analysé sur la base des éléments suivants (noté sur 10 points/100) :

- Développement : capacité à gérer la réalisation technique et le développement informatique du guide multimédia (architecture, interface, fonctionnalités, séquences jeux et bonus) ;
- Géolocalisation : capacité à fournir une solution de géolocalisation par zones intégrée au guide multimédia ;
- Ergonomie et performance des appareils et des casques au vu des innovations technologiques.

Sous-critère n°4 : Les ressources humaines et l'organisation de la distribution analysées sur la base des éléments suivants (noté sur 15 points/100) :

- Méthodologie d'organisation de la distribution des guides multimédia et de la gestion du parc : capacité d'adaptation selon les besoins en termes de volume et de nature d'appareils.
- Capacité à produire des retours d'exploitation à travers l'analyse des données.

Critère n°3 : Critère environnemental (10 points)

L'analyse sera effectuée sur la base des éléments renseignés dans l'annexe 11.

L'absence de l'annexe entraînera le rejet de l'offre

La somme des notes par candidat donne un total sur 100 points. L'offre qui bénéficiera de la note la plus élevée sera retenue.

ARTICLE 6 – MODALITS DE REPONSE

Les offres déposées au format papier ne feront l'objet d'aucune régularisation et seront rejetées.

L'ensemble des documents demandés à l'article 3.6 du présent règlement est désigné sous le terme générique d'« offre ».

Les offres devront parvenir à destination avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du règlement de consultation.

Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, la consultation est dématérialisée. Les offres doivent être présentées par voie électronique via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de s'assurer de la remise de l'offre électronique dans les délais, **il est recommandé aux candidats de prévoir un délai suffisant avant la date et l'heure limites de remise**, indiquées en première page du présent règlement. Les offres réceptionnées hors-délai ne seront pas ouvertes, même si le téléchargement de l'offre sur la plate-forme a débuté avant la date et l'heure limites de remise.

Lorsqu'un même candidat a procédé au dépôt de plusieurs offres dématérialisées sur la plateforme, seule la dernière offre qui a été déposée sera ouverte par la personne publique en application de l'article R 2151-6 du Code de la commande publique.

Tout téléchargement sur la plateforme crée une nouvelle offre, **chaque dépôt doit donc contenir l'intégralité des documents** de candidature et d'offre énoncés aux articles 6.1 et 6.2 du présent document.

Les pièces lorsqu'elles sont signées par voie électronique sont chiffrées et signées par une personne habilitée à engager l'entreprise et disposant d'un certificat de signature électronique valide, sous réserve de sa conformité aux normes du référentiel général d'interopérabilité et au référentiel général de sécurité (certificat RGS). Ce certificat de signature devra répondre aux conditions fixées à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Le candidat qui transmettra son offre par voie électronique pourra envoyer une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique sous réserve que cette copie parvienne à la personne publique avant la date et heure limite de remise des offres, et qu'elle soit placée sous un pli scellé portant la mention « Copie de sauvegarde pour CO-2026-0001 concession audioguide -NE PAS OUVRIR ».

La copie de sauvegarde sera ouverte par la personne publique dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038318503>

Ils devront être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal, ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus, durant les plages horaires suivantes : du lundi au vendredi (sauf jours fériés) de 9h00-12h00 / 14h00-16h00.

ARTICLE 7 – DEMANDE DE PIECES A L'ATTRIBUTAIRE

Pour information, afin de procéder à la notification de l'accord-cadre, il sera demandé aux attributaires des lots de fournir au pouvoir adjudicateur :

- 1° Une attestation d'assurance en cours de validité,
- 2° Une attestation délivrée par l'administration fiscale datant de moins de 3 mois, prouvant que l'attributaire est à jour de ses obligations fiscales,
- 3° Une attestation délivrée par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois, prouvant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales,
- 4° L'acte d'engagement signé.

L'offre arrivée en première position sera retenue provisoirement, sous réserve que le candidat concerné fournisse dans un délai raisonnable suivant la notification de la décision d'attribution, les pièces administratives listées ci-dessus. A défaut, l'offre sera rejetée et le pouvoir adjudicateur présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 8 – DIVERSITE EGALIT DANS LES MARCHES PUBLICS

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité ». Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur de ces deux labels. À cet égard, il souhaite sensibiliser et mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables, en leur rappelant les interdictions de soumissionner relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et aux discriminations.

Ainsi, tout opérateur économique peut se porter candidat à l'attribution d'un marché public, à l'exception toutefois des opérateurs économiques placés sous l'effet d'une interdiction de soumissionner en application des articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Par ailleurs, la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dispose que :

- Ne pourront accéder aux marchés publics les employeurs qui, au 31 décembre précédant la consultation, n'auront pas engagé une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre ;
- Sont également exclues de la commande publique les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation pénale définitive pour différentes discriminations énoncées à l'article 225-1 du code pénal, complété la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016.

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatisé destiné à l'attribution du marché public afférent. Le responsable de ce traitement est le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

La base légale de ce traitement est sa nécessité à l'exécution des mesures précontractuelles procédant des actes de candidatures des personnes concernées (article 6.1 b du Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016, dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)). Ces données ne seront pas utilisées à une autre fin que celle-ci. Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics au sein du musée du quai Branly - Jacques Chirac, les personnes morales de droit privé ou de droit public ou les personnes privées auxquelles sont destinées ces offres (notamment aux fins d'analyse des offres), les organismes publics, exclusivement pour répondre à des obligations légales et le cas échéant, les prestataires ayant vocation à intervenir dans la procédure de passation dudit marché public présentant toutes les garanties requises au respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Ces données seront conservées durant toute la durée nécessaire à la passation du marché public. Elles pourront ensuite faire l'objet d'un archivage sur un support informatique distinct dont l'accès sera restreint et effectué conformément aux délais de prescription légaux applicables aux documents des dossiers de marchés publics. Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au RGPD, les candidats bénéficient à tout moment, dans le cadre du présent traitement, du droit d'accéder aux données à caractère personnel les concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit à la portabilité de leurs données.

Pour exercer un de ces droits ou pour toute question relative au traitement des données, les candidats pourront adresser directement leur demande au délégué à la protection des données, par courrier postal à l'adresse suivante :

Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac

Service juridique et des achats

222, rue de l'Université CS60851– 75281 Paris

ou à l'adresse électronique suivante cnil@quaibranly.fr. S'ils estiment, par ailleurs, après cette prise de contact, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, il leur sera possible d'adresser une réclamation à la CNIL.

ARTICLE 10 – PROCEDURES DE RECOURS

10-1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, F-75181 Paris cedex 04. Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr - Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46

10-2. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffe du Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, F-75181 Paris cedex 04. Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr - Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46

A Paris,

Le Président par intérim